

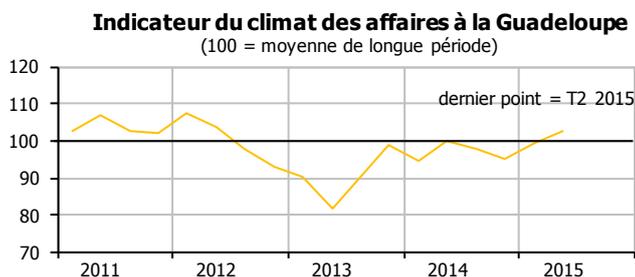
## Tendances conjoncturelles

2<sup>e</sup> trimestre 2015

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

#### L'ICA au plus haut depuis juin 2012

En juin 2015, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'inscrit en hausse pour le second trimestre consécutif. En progression de 3,9 points, il s'établit désormais au dessus de sa moyenne de longue période à 103,6 points. Cette évolution s'explique par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise tant sur le trimestre passé que sur celui à venir. En particulier, les soldes d'opinion relatifs aux délais de paiement et à la trésorerie du trimestre passé ainsi que celui lié à l'activité du prochain trimestre ont fortement contribué à la hausse de l'indicateur.



Selon les chefs d'entreprise interrogés en juillet, l'activité se porte mieux, excepté dans le secteur primaire et l'industrie. L'offre d'emploi se redresse pour la première fois depuis un an. Cependant, des incertitudes persistent. Le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter. La consommation des ménages se tasse au deuxième trimestre mais se maintient à un bon niveau par rapport à l'année précédente. L'investissement reste limité. Si les chefs d'entreprise sont plus optimistes sur l'évolution de l'activité future, en particulier dans le secteur du commerce et du tourisme, leurs anticipations sur les autres soldes de gestion (charges, trésorerie, délais de paiement) restent négatives.

#### CARAÏBE : DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE PLUS MODÉRÉES MAIS TOUJOURS FAVORABLES

Selon le rapport de la Commission Economique des Nations unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance caribéenne a atteint 1,3 % en 2013 et 2,3 % en 2014, portée par les effets combinés d'une inflation contenue et d'une forte activité touristique. En 2015, elle devrait atteindre 2,1 % en raison de la contraction des exportations de marchandises et de la baisse de l'activité touristique.

À la **Barbade**, le chômage atteint 11,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2015. Après cinq mois consécutifs de désinflation, le taux d'inflation poursuit sa baisse à 1,2 % en mai 2015, en raison de la dégradation des prix de l'énergie. Les données du CTO (Caribbean Tourism Organisation) affichent une augmentation des arrivées de touristes de séjour (+15,3 % à fin mars 2015), portée par la croissance de tous les marchés source, particulièrement le Canada et les USA. En revanche, les arrivées de croisiéristes déclinent de 6,1 % sur la même période. À l'issue du 2<sup>e</sup> trimestre, la dette publique s'est accrue rétrospectivement de 1,0 % sur un an, ce qui représente 5,5 % du PIB.

En **République Dominicaine**, la Banque centrale a maintenu son taux directeur et semble le stabiliser à 5,0 %, alors que l'inflation se situe toujours au-dessous de la valeur cible (4,0 %). En juin 2015, la Banque centrale a évalué la croissance à 6,4 %. S'agissant du tourisme, les statistiques du CTO indiquent une augmentation des arrivées de touristes de séjour (+6,8 % à fin mai 2015). Le secteur de la croisière affiche quant à lui une baisse de 7,8% à fin avril.

À la **Jamaïque**, la Banque centrale indique disposer d'une augmentation des réserves lui permettant de couvrir 20 semaines d'importations. Par ailleurs, malgré la dévaluation du dollar jamaïcain (-4,37 % sur un an à fin juin), l'inflation s'affiche en hausse (+4,4 % à fin juin). Dans le secteur du tourisme, l'activité est en croissance notamment en ce qui concerne les arrivées de touristes de séjour (+4,2 % à fin mai sur an).

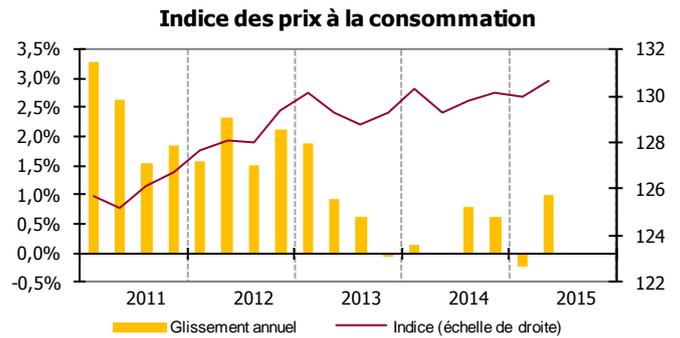
Sources : CEPALC, Banque centrale de la Barbade, Banque centrale de la République Dominicaine, Banque centrale de Jamaïque, CTO

## Les prix augmentent

L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,5 % par rapport au premier trimestre 2015.

Cette évolution trimestrielle résulte principalement de la hausse des prix produits pétroliers (+6,3 %) suite à la croissance conjuguée des prix du super sans plomb (+9,6 %) et du gazole (+4,1 %). L'augmentation des prix de l'alimentation est plus modérée (+0,8 %) tandis que les prix des services sont stables. Seuls les prix des produits manufacturés sont en recul sur le trimestre (-0,3 %).

En glissement annuel, les prix augmentent de 1,0 %. Les prix des services (+1,8 %) et de l'alimentation (+1,9 %) contribuent principalement à cette évolution. En revanche, les prix de l'énergie (yc. produits pétroliers) diminuent de 2,5 %.



Source : Insee

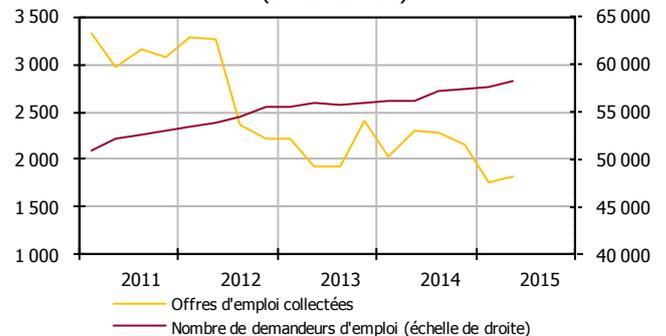
## Pas de baisse de la demande d'emploi mais l'offre se redresse

À fin juin, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A enregistre une progression plus marquée qu'au trimestre précédent (+1,1 % après +0,5 % à fin mars, CVS). Il s'établit à 58 330 demandeurs d'emploi, soit 640 inscrits de plus. Deux catégories d'âge sont concernées par la hausse : les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans dont le nombre augmente de 0,9 % (CVS) après un recul à fin mars (-7,6 %, CVS) et ceux de 50 ans et plus (+2,3 % après -4,9 %, CVS). En revanche, le nombre d'inscrits de moins de 25 ans continue de baisser (-4,2 %, CVS).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de 3,8 % (CVS). Au niveau national, la progression est de 4,4 % (CVS).

L'offre d'emploi se redresse (+2,8 %, CVS), après trois trimestres consécutifs de baisse. La progression se concentre essentiellement sur les offres d'emplois durables (6 mois ou plus), en hausse de 8,1 %. Ils constituent un peu plus de la moitié des offres (60 %). À l'inverse, les offres d'emploi non durable (moins de 6 mois) diminuent de 3,9 % (CVS).

## Demandeurs d'emploi DEFM A et offres d'emploi collectées (données CVS)



Source : DIECCTE

## La consommation des ménages se tasse

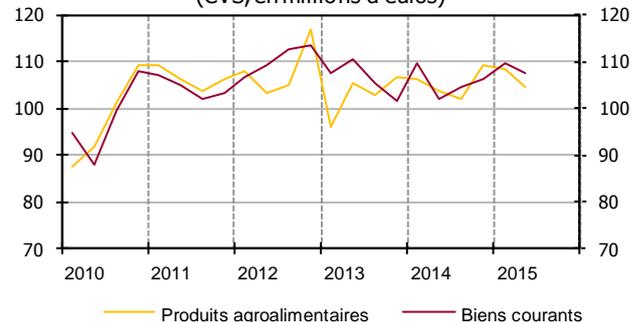
La consommation des ménages fléchit au deuxième trimestre mais se maintient à un bon niveau par rapport à l'année précédente.

Les immatriculations de voitures particulières neuves reculent de 1,4 % (CVS). Les deux grands postes d'importations de produits destinés aux ménages que sont les biens de consommation courante et les produits agroalimentaires diminuent respectivement de 2,2 % et 3,7 % sur le trimestre. Ils restent néanmoins supérieurs à leur niveau d'il y a un an. L'évolution des importations de biens d'équipement des ménages est quasi-stable sur le trimestre (-0,8 %, CVS). Elles progressent de 2,7 % en glissement annuel.

Le solde d'opinion relatif à l'activité des chefs d'entreprise du secteur du commerce confirme le ralentissement sur le trimestre.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages continuent d'être bien orientés. Le nombre de retraits de cartes bancaires et le nombre d'incidents de paiement sur chèque diminuent respectivement de 23,0 % et 2,0 % en variation trimestrielle tandis que le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est stable.

## Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes, CVS IEDOM

## L'investissement se maintient difficilement

En dépit d'une amélioration du climat des affaires, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise se contractent.

Les importations de biens intermédiaires diminuent de 2,4 % sur le trimestre (-1,3 % sur un an). Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises se maintiennent sur le trimestre (+0,4 %) mais diminuent en glissement annuel (-4,2 %). Néanmoins, les immatriculations de véhicules utilitaires progressent de 6,0 % (CVS) en variation trimestrielle (+1,9 % sur un an).

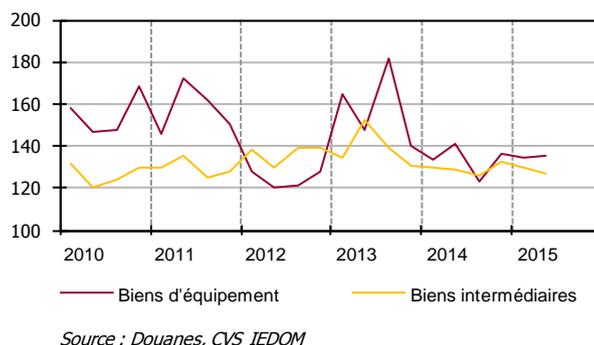
L'évolution des indicateurs de vulnérabilité des personnes morales est mitigée. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire continue de diminuer (-0,5 % sur le trimestre). Le nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce augmente (+1,9 %) mais pour des montants moins élevés (-22,4% par rapport au trimestre précédent).

## Les échanges commerciaux sont stables

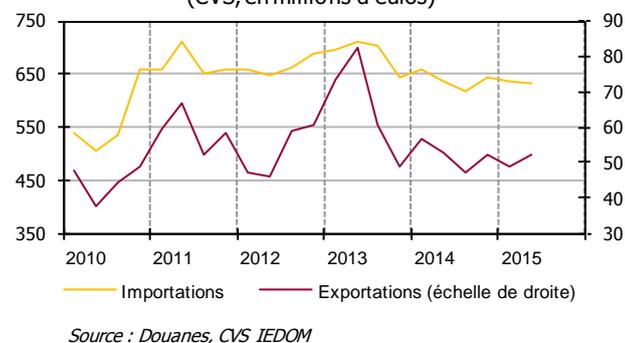
Les importations restent quasiment stable (-0,8 %, CVS sur le trimestre et -0,4 %, CVS sur un an) grâce à la hausse des importations de biens d'équipement qui compense le repli des autres grands postes de produits importés.

Les exportations progressent de 6,6 % (CVS) sur le trimestre en lien notamment avec une augmentation des exportations de produits pétroliers et de matériels de transports. Elles affichent cependant une baisse sur un an (-1,3 %).

### Importations de biens destinés aux entreprises (CVS, en millions d'euros)



### Échanges commerciaux (CVS, en millions d'euros)



## HAUSSE DE L'ACTIVITÉ SAUF DANS LE SECTEUR PRIMAIRE ET L'INDUSTRIE

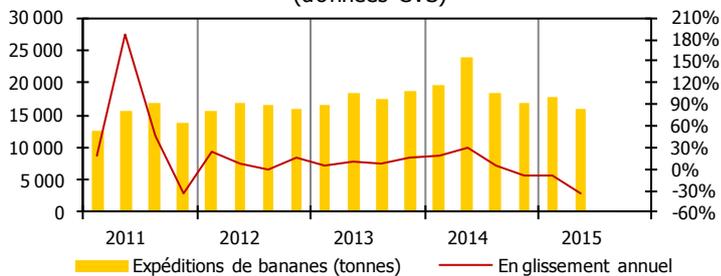
Selon les premiers résultats de l'enquête de conjoncture, l'activité poursuit sa hausse au deuxième trimestre 2015. Cette augmentation de l'activité s'accompagne d'une amélioration significative de la trésorerie. Les charges se stabilisent et les délais de paiement se détériorent moins qu'au trimestre précédent.

Selon les chefs d'entreprise, les **secteurs primaire** et de **l'agroalimentaire** restent en marge de cette croissance de l'activité. Les soldes d'opinion relatifs à l'activité passée sont stables.

Les exportations de produits agroalimentaires enregistrent une baisse marquée en variation trimestrielle (-21,1 %, CVS) et sur un an (-18,4 %, CVS), notamment en lien avec le repli des exportations de rhum industriel (-25,9 %) et de rhum agricole (-4,1 %).

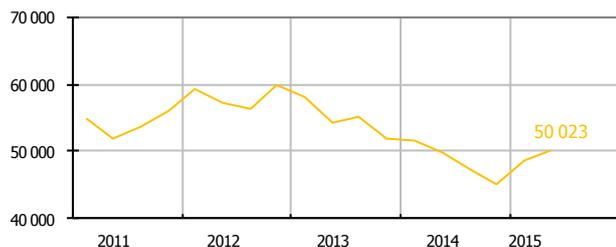
Les exportations de produits agricoles continuent de diminuer (-5,1 % en variation trimestrielle, CVS). Sur un an, elles sont en repli de 18,3 % (CVS). Les exportations de bananes reculent de 10,0 % (CVS) en variation trimestrielle et de 33,7 % en glissement annuel (CVS).

### Expéditions de bananes à destination de l'Union européenne (données CVS)



Le solde d'opinion relatif à l'activité passée des chefs d'entreprise dans **l'industrie** est en baisse depuis un peu plus de deux ans et les perspectives générales de production ne permettent pas aux entrepreneurs d'entrevoir une amélioration au cours des prochains mois.

### Ventes de ciment (données brutes, en tonnes)



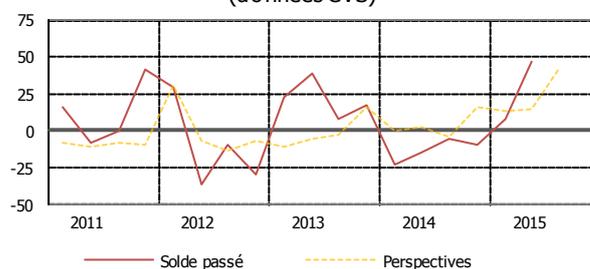
Source : Lafarge Ciments Antilles, hors Îles du Nord

Dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics (BTP)**, l'amélioration de l'activité amorcée au premier trimestre se confirme. Les chefs d'entreprise jugent leur activité en hausse pour le deuxième trimestre consécutif. Les ventes de ciment sur le marché local sont en hausse (+2,6 % sur le trimestre), tirées par la croissance des ventes en sac (+4,7 %). Néanmoins, la situation reste toujours difficile. Les professionnels, inquiets du faible niveau de leurs carnets de commande, anticipent une légère baisse de l'activité pour le troisième trimestre. Le nombre de permis délivrés pour la construction de logements neufs baisse à nouveau (-18,0 % sur le trimestre après -18,3 %). Les effectifs salariés accusent pour leur part un net recul (-6,8 %) après une hausse de 2,0 % au premier trimestre.

Selon les chefs d'entreprise interrogés, l'activité a continué de progresser dans le secteur du **commerce**, quoiqu'à un rythme plus faible qu'au trimestre précédent. La situation reste tendue, notamment en termes de trésorerie et de délais de règlement de la clientèle qui s'allongent. Le marché automobile est quasiment stable (+0,5 % de véhicules neufs immatriculés par rapport à fin mars). Les perspectives d'activité pour l'ensemble du secteur sont optimistes pour le troisième trimestre.

En dépit d'un début de haute saison mal orienté, l'évolution du courant d'affaires des chefs d'entreprise du secteur du **tourisme** est positive. Dans le prolongement du trimestre précédent, le trafic de passagers (hors transit) à l'aéroport Pôle Caraïbes est demeuré stable sur le trimestre (-0,4 %, CVS). Il s'inscrit cependant en hausse de 4,2 % (CVS) en glissement annuel. Les professionnels sont optimistes pour les prochains mois. Le solde de l'activité prévue s'améliore nettement. Par ailleurs, selon le baromètre SNAV Atout France publié en juillet, la tendance des réservations vers les Antilles Françaises est fortement en hausse tant en termes de passagers que de volumes d'affaires.

### Solde d'activité du secteur touristique (données CVS)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

## ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE À PLUSIEURS VITESSES

Selon les prévisions de la FMI révisées en juillet 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester globalement modérée en 2015 (+3,3 % après +3,4 % en 2014 et 2013), avec une hausse progressive dans les pays avancés et un fléchissement dans les pays émergents et les pays en développement. L'inflation semble avoir atteint un point bas et remonter légèrement dans de nombreux pays avancés, mais l'impact des facteurs désinflationnistes au premier semestre de 2015 a été plus vigoureux que prévu, en particulier aux États-Unis.

Aux États-Unis, après le fléchissement inattendu de l'activité au premier trimestre 2015, le PIB s'est accru de 0,6 % au deuxième trimestre. La demande intérieure est toujours soutenue par la croissance des salaires, la situation favorable sur le front de l'emploi, le bas niveau des taux d'intérêt et l'amélioration du marché immobilier. La FMI table sur une croissance moyenne de 2,1 % en 2015, après 2,4 % en 2014.

En zone euro, la reprise semble plus ou moins en bonne voie, parallèlement à une légère remontée de l'inflation. Le PIB a progressé de 0,3 % au deuxième trimestre 2015, après +0,4 % au premier trimestre 2015. L'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro, portant la croissance annuelle à +1,5 %, après 0,8 % en 2014 et -0,4 % en 2013.

Selon les chiffres publiés par l'Insee le 14 août 2015, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2015, après une hausse de +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a fortement ralenti, tandis que l'investissement des ménages a une nouvelle fois diminué ; l'investissement des entreprises a crû faiblement. Le commerce extérieur a quant à lui été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI prévoit toujours une croissance de +1,2 % pour la France en 2015 (après +0,2 % en 2014).

Au Japon, après une année 2014 décevante, un affermissement de la croissance est attendue en 2015 (+0,8 % après -0,1 % en 2014). En réponse à la dégradation de la situation économique à court terme (ralentissement des importations et de la consommation d'électricité, recul des exportations et de l'investissement dans l'industrie, déflation), les autorités chinoises ont décidé en août 2015 de déprécier de quelques points le taux de change du RMB. La transition à un nouveau modèle de croissance en Chine est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent les turbulences récentes. Le FMI a maintenu sa prévision d'une croissance du PIB de 6,8 % en 2015.

Compte tenu de la conjonction d'un certain nombre de facteurs conjoncturels (baisse des prix des produits de base et durcissement des conditions de financement) et structurels (rééquilibrage de l'économie chinoise et instabilités géopolitiques), le moindre dynamisme des pays émergents et en développement devrait se confirmer (+4,2 % prévu en 2015, après +4,6 % en 2014).

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Jean-Marie PAUGAM

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : septembre 2015 - Dépôt légal : septembre 2015 – ISSN 1952-9619